

Foot radioactif à Gueugnon

EN 1955, la Cogema (aujourd'hui Areva) se met à exploiter à Gueugnon (Saône-et-Loire), petite ville de 8 000 habitants, une usine de traitement d'uranium. Laquelle produit en vingt-cinq ans quelque 9 870 tonnes d'uranium pur. Et 225 000 tonnes de déchets radioactifs. A la fermeture de l'usine, en 1980, les déchets sont balancés dans des gravières, juste en face de l'usine. Le dépôt est certes classé comme ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement), mais en tant que vulgaire décharge de déchets industriels. Il faudra attendre juin 2009, avec la publication d'un nouvel arrêté, pour voir ce stock intégrer la rubrique « *dépôt, entreposage ou stockage de substances radioactives* ». Pendant toutes ces années, le site et ses environs sont officiellement mis sous surveillance. Tout va bien, la preuve, un parcours de santé est même aménagé autour de la décharge...

Mais voilà qu'en 2007 la Criirad, le labo indépendant sur la radioactivité, balade ses instruments de mesure aux alentours de l'ancienne usine. Et notamment sur les 2 500 m² du parking du stade de foot qui jouxte le site de stockage de déchets : « *Nous avons relevé là des valeurs 20 fois supérieures au bruit de fond (radioactivité naturelle)* », note Corinne Castanier, directrice de la Criirad.

Environ 20 000 tonnes de déchets radioactifs, admet Areva, sont planqués à 70 cm de profondeur. Stock sauvage qui n'est répertorié nulle part en tant que décharge ou centre de stockage de déchets radioactifs, et n'a donc aucune existence légale.

Alertée, l'Autorité de sûreté nucléaire diligente des mesures complémentaires qui confirment les relevés de la Criirad. Areva est sommée de trouver une solution : « *Elle nous a proposé pour seule option la mise en sécurité* », af-

firme Dominique Lotte, le maire PS. En clair, on décape pour supprimer les points les plus radioactifs, et on goudronne. Coût total : 350 000 euros. Sauf que... comme l'atteste un courrier envoyé à la Drire (21/9/07), Areva a en réalité proposé deux solutions. La seconde, plus coûteuse (700 000 euros), consiste à enlever la totalité des déchets pour les entreposer ailleurs. Mais elle exige plus de temps. « *C'est l'Etat qui a tranché début 2009, jure le porte-parole d'Areva. Et il y avait une forte demande de la municipalité pour conserver ce parking.* » Pourquoi ? « *Pour ne pas perturber la saison de foot et le match international France - Ukraine Espoirs de septembre.* » A quoi ça tient...

Le chantier débute le 6 juillet dernier. Urgence : il faut finir avant le 8 septembre, jour du match des Espoirs. Mais, dès que les ouvriers posent une bande de goudron, la radioactivité est multipliée par deux. Un vrai casse-tête. Les travaux sont arrêtés fin septembre. Après des mois de perplexité, l'industriel finit par comprendre que parmi les produits

radioactifs se trouve du radium 226, lequel en se désintégrant libère du radon 222, gaz radioactif qui en remontant à la surface se retrouve bloqué par le goudron, s'accumule et se désintègre à son tour en libérant toutes sortes d'éléments radioactifs, dont certains émettent des rayonnements gamma (irradiants)... Le mois dernier, Areva sort une nouvelle solution miracle de son chapeau : une membrane géothermique, sorte de bâche spéciale sur laquelle on va balancer des cailloux et du goudron, de quoi théoriquement étouffer les rayonnements. Les travaux devraient reprendre au printemps, durer deux mois et le tout aura coûté un million d'euros. « *// faut aller vite, la ville accueille une étape du Tour de France en juillet* », dit-on chez Areva. Evidemment, les déchets vont rester planqués là. Pour que leur radioactivité ne diminue ne serait-ce que de moitié, « *il faudra attendre 72 000 ans* », calcule la Criirad. Comme le reconnaît Areva, « *il serait présomptueux d'affirmer que le problème est définitivement réglé* »...

Professeur Canardeau